OÙ SONT RENDUS LES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS?

Pourquoi la pénurie de travailleurs s'est aggravée depuis la pandémie?

Décembre 2021

DANS CETTE ÉTUDE :

1. Évolution de l'emploi
2. Emplois par groupe d'âge
3. Où sont nos jeunes?
4. Économie florissante
5. Conclusion

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

Québec vs. Canada

Nous avons tous été témoins d'un restaurant ou d'un commerce de détail fermé en raison d'un manque de personnel. À vrai dire, les enseignes «nous recrutons» sont tellement recherchées qu'elles doivent aussi être en pénurie. En discutant avec plusieurs personnes, la question qui revient le plus fréquemment est : où sont rendus les travailleurs québécois?

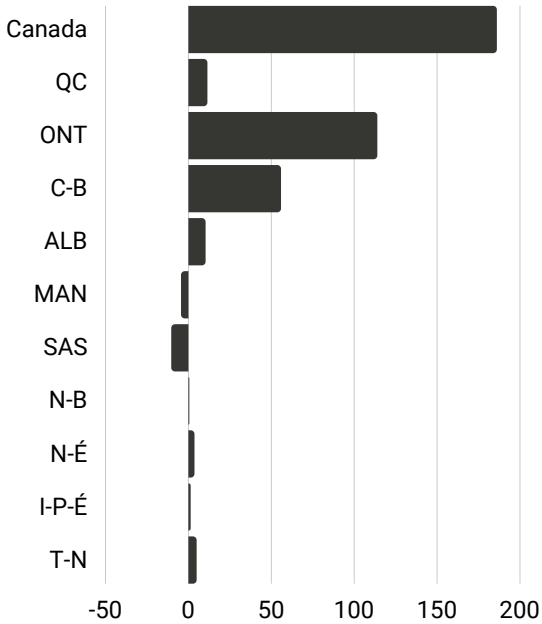
Le Canada fait bonne figure en matière d'emploi. Alors qu'il manque encore près de 4 millions d'emplois aux États-Unis pour revenir au niveau d'avant la pandémie, le Canada a récupéré la totalité de ses emplois perdus durant la pandémie. Toutefois, la répartition provinciale illustre certaines disparités. La quasi-totalité des postes a été créée en Colombie-Britannique et en Ontario (graphique 1). À vrai dire, le Québec a pris 21 mois pour récupérer les emplois perdus depuis la pandémie. En novembre 2021, le Québec dénombrait 11 200 emplois de plus qu'en février 2020, mais les possibilités sont beaucoup plus grandes que ce chiffre le prétend. Le nombre de postes vacants dans la belle province a atteint 279 155 en septembre dernier, en hausse de 118 % depuis décembre 2020. Il n'y a aucune statistique en ce qui concerne la répartition des postes vacants par industrie pour la province, mais dans l'ensemble du Canada, les services d'hébergement et de restauration (196 100), les soins de santé et d'assistance sociale (131 200) et le commerce de détail (121 700) forment le podium des 3 industries recherchant le plus de personnel. Il est facile de croire que la situation est similaire au Québec.

graphique 1

Variation de l'emploi par province

Entre fév. 2020 et nov. 2021

(en milliers de personnes)



Source: Statistique Canada

AlphaFixe Capital

Le secteur de la production de biens a perdu 15 700 emplois au Québec depuis la pandémie, dont 9 700 dans l'industrie de la fabrication et 7 700 en agriculture (graphique 2). Par contre, le secteur des services au Québec a ajouté 26 900 postes depuis février 2020, mais il y a quand même des perdants. Comme nous le savons tous, certaines industries de services de proximité ont pris plus de temps à se relancer en raison des mesures sanitaires en place. Il est donc normal que l'hébergement et la restauration de même que la culture et les loisir traînent de la patte en matière de reprise de l'emploi. Ces industries, tout comme le commerce de détail, embauchent une proportion importante de jeunes travailleurs. Une analyse de l'évolution de l'emploi au Québec par groupe d'âge s'avère donc appropriée afin de déterminer quelle cohorte est la plus touchée.

EMPLOIS PAR GROUPE D'ÂGE

L'emploi est revenu à son niveau d'avant la pandémie, mais les gains ne sont pas tous pareils selon l'âge. Les emplois pour les personnes âgées de 25 à 54 ans ont augmenté de 27 800 entre février 2020 et novembre 2021 alors que les personnes de 55 ans et plus ont gagné 5 200 postes durant cette période (graphique 3). Par contre, les jeunes de 15 à 24 ans n'ont pas bénéficié autant de la reprise du marché du travail au Québec. Les emplois pour ce groupe d'âge sont en baisse de 21 800 depuis février 2020. J'entends déjà les critiques, «*on le sait bien, les jeunes ont voulu bénéficier de la générosité du gouvernement avec la PCU/PCRE*». Ne sautons pas si vite aux conclusions. Au cours de la même période, le nombre de jeunes au chômage a diminué de 13 100, mais 34 900 ont quitté la population active. Ils sont donc sans emploi, mais ne cherchent pas non plus à en obtenir un. Pour recevoir la PCRE, il fallait démontrer que nous recherchions activement un emploi et donc les prestataires de la PCRE sont inclus dans le calcul de la population active. Au Canada, ce sont les 55 ans et plus qui portent le fardeau des pertes d'emploi durant la pandémie (-23 300).

La situation au Québec diffère aussi de celle des États-Unis où la majorité des emplois perdus se retrouvent chez les travailleurs de 25 à 54 ans (-2,5 millions) et ceux de 55 ans et plus (-1,3 million). Le taux de participation a aussi chuté de 63,3 % à 61,6 % chez nos voisins alors qu'il est retourné à son niveau d'avant pandémie au Canada. Cette baisse de participation aux États-Unis s'explique par la décision de certains Américains de précipiter leur retraite tandis que d'autres ont dû quitter le marché du travail pour s'occuper de membres de la famille.

TAUX DE PARTICIPATION :

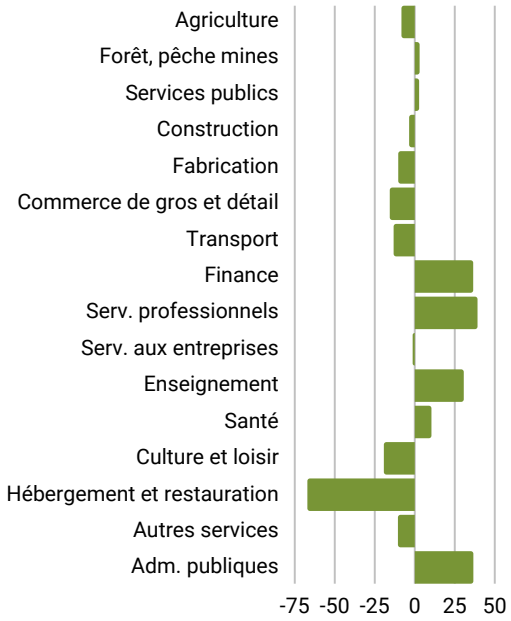
Le pourcentage de la population en âge de travailler qui participe activement au marché de l'emploi, en travaillant ou en cherchant du travail.

graphique 2

Variation de l'emploi par industrie

Québec entre fév. 2020 et oct. 2021

(en milliers de personnes)



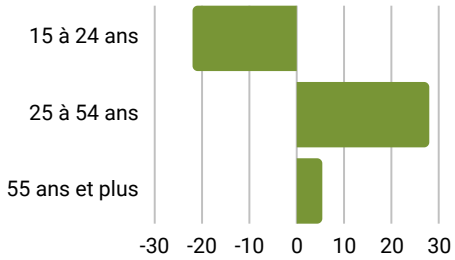
Source: Statistique Canada

graphique 3

Variation de l'emploi par groupe d'âge

Québec entre fév. 2020 et oct. 2021

(en milliers de personnes)



Source: Statistique Canada

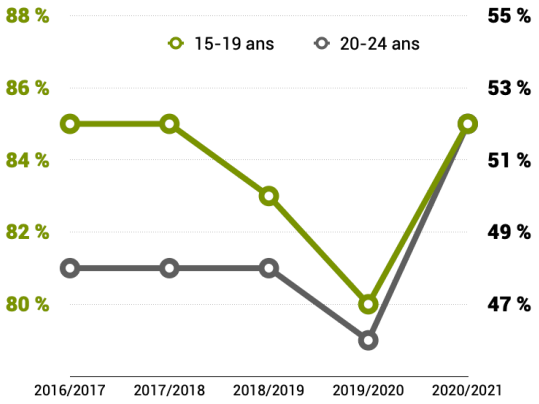
OÙ SONT NOS JEUNES?

Si vous avez quitté le marché du travail et que vous êtes âgés de moins de 25 ans, il y a de bonnes chances que vous ayez décidé de retourner aux études. C'est ce que les jeunes Québécois semblent avoir fait dans la dernière année. Les inscriptions aux différents niveaux scolaires ont bondi lors de la dernière année scolaire selon les données publiées par Statistique Canada. En somme, 85 % des jeunes âgés de 15-19 ans ont été aux études lors de l'année scolaire 2020-21, une hausse de 5 % en un an ou près de 20 000 étudiants de plus (graphique 4). Bien que ce taux soit similaire à celui du Canada (84 %), il en est autrement pour les 20-24 ans. Au Québec, 52 % des jeunes âgés de 20 à 24 ans étaient inscrits aux études en 2020-21, représentant un bond de 6 % en un an et le niveau le plus élevé au pays (43 % au Canada). Au total, il y a plus de 40 000 nouveaux étudiants inscrits aux études pour l'année scolaire 2020-21 et tout porte à croire que plusieurs d'entre eux poursuivent encore leur formation en 2021-22, ce qui expliquerait en grande partie la baisse de la population active chez les jeunes.

graphique 4

Taux de participation aux études

Québec entre 2016 et 2021



Source: Statistique Canada

ÉCONOMIE FLORISSANTE

Alors que l'économie canadienne a récupéré tous les emplois perdus depuis l'éclosion de la Covid au pays, son économie est toujours 1,4 % sous le niveau de février 2020. C'est le contraire au Québec. Le PIB réel est en hausse de 1,0 % par rapport à février 2020 malgré un niveau d'emploi légèrement supérieur à février 2020. Sommes-nous plus productifs qu'au Canada? Voyons maintenant l'économie québécoise par industrie et les changements au niveau du marché du travail. Les industries en croissance ont aussi affiché des gains d'emplois, mais deux industries détonnent. La construction a progressé de 3,6 % avec 2 900 travailleurs de moins. Le commerce de détail et de gros a aussi réussi à produire plus avec moins d'effectifs, une définition de productivité (tableau 1).

tableau 1

Variation par industrie depuis février 2020

INDUSTRIES	PIB RÉEL CANADA	PIB RÉEL QUÉBEC	EMPLOIS QUÉBEC
Ensemble des industries	**-1,4 %**	**1,0 %**	**11 200**
Secteur primaire non minier	-12,7 %	-0,9 %	
Mines et carrières	-0,7 %	5,7 %	
Services publics	-2,2 %	6,1 %	2 100
Construction	-1,6 %	3,6 %	-2 900
Fabrication	-4,3 %	-1,6 %	**-9 700**
Commerce de gros	-2,1 %	7,1 %	**-15 000**
Commerce de détail	4,5 %	7,8 %	
Transport et entreposage	-16,2 %	-17,1 %	-12 600
Industrie de l'information et de la culture	3,1 %	0,4 %	
Finances et assurances	6,0 %	6,0 %	35 900
Services immobilier, location	2,4 %	-0,4 %	
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,5 %	5,3 %	38 600
Gestion de sociétés et d'entreprises	-30,0 %	-33,7 %	
Services administratifs, soutien	-9,1 %	-11,1 %	
Services d'enseignement	1,0 %	1,4 %	30 000
Soins de santé et assistance sociale	2,2 %	6,7 %	9 800
Arts, spectacles et loisirs	-42,5 %	-36,6 %	-18 700
Services d'hébergement et de restauration	-17,5 %	-13,2 %	-66 500
Autres services	-6,7 %	-4,3 %	-9 900
Administration publiques	2,0 %	3,7 %	36 000

CONCLUSION

La pandémie a définitivement bouleversé nos vies et le marché du travail. Le modèle «tout le monde au bureau aux mêmes heures» que nous avons épousé dans les dernières décennies n'est plus. L'hybridation a autant la cote dans l'industrie automobile que sur le marché du travail. Néanmoins, la pénurie de main-d'oeuvre n'a jamais été aussi présente qu'aujourd'hui. Rappelons toutefois qu'avant la pandémie, les enseignes «nous recrutons» placardaient déjà les façades des entreprises. La Covid a juste exacerbé ce problème.

Certaines industries ont été plus touchées que d'autres, notamment celles offrant des services de proximité physique et celles employant une main-d'oeuvre plus jeune. La pandémie a forcé une remise en question de la main-d'oeuvre. Après plusieurs mois d'inactivité, certains travailleurs en service se sont recyclés vers d'autres industries, créant un déséquilibre qui prendra un certain temps à se corriger. Les jeunes se sont aussi remis en question durant la pandémie, cherchant à améliorer leurs perspectives de carrière en entreprenant des études. La baisse de la population active dans cette cohorte a aggravé les pénuries de travailleurs que nous vivions avant même l'éclosion de la Covid.

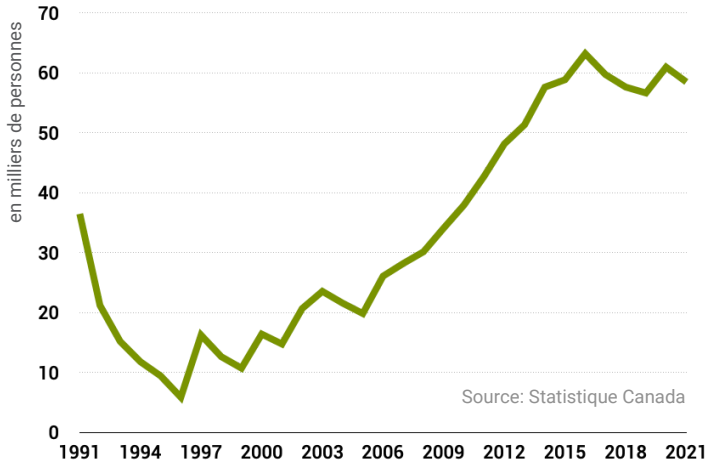
Le problème du marché du travail demeure le même : le Québec produit plus de retraités que de nouveaux travailleurs (graphique 5). L'immigration est une solution à ce déséquilibre, mais là encore, la Covid est venue mettre un frein temporaire à l'entrée de travailleurs étrangers.

Par ailleurs, le gouvernement a récemment annoncé des mesures pour apaiser la pénurie de main-d'oeuvre à l'aide des bourses incitatives dans quelques industries clés. Québec a ciblé les industries essentielles et celles d'avenir comme la santé, l'éducation, les services de garde, le génie, la technologie de l'information et la construction. L'approche est excellente pour résoudre quelques déséquilibres à long terme du marché du travail, mais peine à aider les entreprises à court terme. De plus, les bourses incitatives pourraient relever le taux de participation aux études, intensifiant davantage la pénurie des jeunes travailleurs. Peut-être qu'une mesure fiscale pour inciter les retraités à retourner sur le marché du travail aurait été plus favorable pour régler la situation actuelle? Plusieurs industries de services non ciblées par le programme sont aussi laissées à elles-mêmes autant à court qu'à long terme. Le manque d'effectifs force les entreprises à relever les salaires ou octroyer des bonis à l'embauche afin d'attirer de nouveaux travailleurs. Ces coûts seront transmis en partie aux consommateurs si les employés ne réussissent pas à offrir des gains de productivité aux employeurs. En somme, la pénurie de main-d'oeuvre est un problème qui peut avoir des conséquences inflationnistes et sera parmi nous encore quelques années, tout comme la Covid, semble-t-il (#omicron).

graphique 5

De plus en plus de retraités par rapport aux jeunes

Différence entre l'augmentation annuelle de la population des 65 et plus et celle des jeunes âgés entre 15 et 24 ans



AlphaFixe Capital

Les opinions exprimées dans la présente publication sont susceptibles de changer à tout moment en raison de changements dans le marché, les conditions économiques ou autres. Les informations et les opinions contenues dans ce document sont obtenues de sources propriétaires et non-propriétaires jugées par AlphaFixe Capital inc. comme fiables, mais ne sont pas nécessairement exhaustives et ne sont pas garanties quant à l'exactitude. Prière de noter que le contenu et les opinions exprimés dans le présent document sont confidentiels, toute reproduction est interdite sans autorisation.